Lettre n° 567

Analyse économique - politiques agricoles

**Les négociations commerciales transatlantiques (TTIP) :
communication et position offensive de l'UE**

Les négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis dans le cadre du partenariat transatlantique de commerce et d'investissements (TTIP) ont été l'objet de sévères critiques pendant la récente campagne des élections parlementaires européennes, et se poursuivent depuis. Le manque de transparence des négociations et le déséquilibre entre les postures américaines et européennes sont des arguments mis en avant de notre côté de l'Atlantique.

En attendant, les négociations font leur chemin. Les rondes de négociations alternent tantôt dans la capitale européenne, tantôt dans la capitale américaine : la cinquième ronde de négociations s'est tenue aux Etats-Unis du 19 au 23 mai, la sixième est prévue à Bruxelles fin juillet, la septième aux Etats-Unis fin septembre-début octobre. Ensuite, une pause est prévue à l'automne en raison du renouvellement de la Commission européenne et des élections de mi-mandat outre-Atlantique.

TRANSPARENCE ET COMMUNICATION SUR LES NEGOCIATIONS : PLUSIEURS OUTILS

Il est indéniable que les négociateurs font des efforts de transparence. Ainsi, la Commission européenne a publié mi-mai, et en 6 langues (dont le français)¹ ses positions dans cinq secteurs différents : substances chimiques, cosmétiques, véhicules à moteur, produits pharmaceutiques, textile et habillement. Ces positions complètent celles qui avaient été initialement annoncées² (malheureusement seulement en langue anglaise) lors du lancement des négociations en juillet 2013 : questions transversales, barrières techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), marchés publics, matières premières et énergie, commerce et développement durable.

¹ <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1079&serie=775&langId=fr>

² <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=943>

Chaque ronde de négociation est assortie de réunions avec les parties prenantes et de conférences de presse des négociateurs en chef européen (Ignacio Garcia Bercero) et américain (Dan Mullaney). Les informations relatives à ces événements sont mises en ligne sur le site internet de la Direction Générale du Commerce (DG TRADE) de la Commission européenne, à nouveau en 6 langues, dont le français³. Les réseaux sociaux, et notamment Twitter, sont également un bon moyen de suivre l'actualité des négociations : la Commission a en effet ouvert un compte spécifique sur ce sujet : @EU_TTIP_team. Côté américain, différents comptes permettent de suivre les négociations, tels que @TTIPAction de l'Atlantic Council.

DE NOMBREUX INTERETS OFFENSIFS EUROPEENS

Le 3 juin dernier, les équipes de négociateurs européens ont fait le point sur la 5^e ronde de négociations devant la société civile, à Bruxelles. Ils estiment que, un an après le lancement de ces négociations, on est passé de la phase conceptuelle à une phase plus concrète. Ainsi, les systèmes réglementaires de l'EU et des Etats-Unis ont-ils été comparés, sur la base d'une étude financée par la Commission européenne⁴. Ce rapport conclue que les négociateurs du TTIP pourraient examiner dans quels secteurs il serait possible d'aligner ou rendre compatibles les réglementations européenne et américaine. L'étude recommande de lancer des projets pilotes pour mettre à l'essai différentes approches de coopération réglementaire, dans le cadre du chapitre « horizontal » du TTIP relatif à la coopération réglementaire.

Sur le volet agricole, qui ne constitue qu'une partie des questions traitées dans ces négociations⁵, la longue liste des produits sensibles pour l'UE comprend la viande de bœuf, de porc, de volaille, certains produits laitiers, les oléo-protéagineux, le sucre, l'éthanol, le riz, l'amidon, le maïs doux et certains fruits et légumes.

D'un autre côté, les indications géographiques (IG) demeurent une des principales pommes de discorde entre l'UE et les Etats-Unis dans ces négociations. Elles sont une priorité pour l'UE, qui a proposé une liste de 200 produits (viandes, fruits, légumes, vins et spiritueux et fromages) mais aux Etats-Unis ce sujet reste très sensible avec de puissants mouvements de pression à l'encontre des IG. La 5^e ronde de négociation a été l'occasion de poursuivre l'analyse comparative du système étasunien des marques commerciales avec les indications géographiques européennes.

Concernant les questions sanitaires et phytosanitaires (SPS), les discussions sont restées institutionnelles, et les deux parties continuent de réfléchir à son contenu et son articulation. Le bien-être animal sera intégré dans ce chapitre mais sera discuté à la fin. L'UE a autorisé l'usage de l'acide lactique comme décontaminant des carcasses bovines pour inciter les Etats-Unis à lever leur embargo sur le bœuf. Cependant, si la règle sur l'ESB a bien été modifiée aux Etats-Unis, elle n'a pas été complètement mise en œuvre.

³ <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1072&serie=765&langId=fr>

⁴ Center for European Policy Studies (CEPS), May 2014. Towards Effective Regulatory Cooperation under TTIP : A Comparative Overview of the EU and US Legislative and regulatory Systems

⁵ Pour un aperçu plus large des thématiques discutées lors de la dernière ronde de négociations, voir : <http://www.vieews.eu/foreign-affairs/brussels-briefing-on-trade-all-you-need-to-know-for-may-27-june-11/>

Des intérêts offensifs existent bel et bien pour l'UE, en particulier sur le chapitre SPS : les délais d'approbation pour les végétaux, l'acte de modernisation des Etats-Unis sur la sécurité alimentaire (Food Security Modernization Act ou FSMA⁶), la certification privée, publique, et les contrôles.

Marie-Cécile Hénard
Responsable Innovations et Marchés

⁶ Le FSMA date de janvier 2011. La FDA (Food and Drug Administration) le décrit comme la réforme la plus radicale depuis 70 ans, qui utilise des outils de prévention plutôt que de réponse aux contaminations pour assurer une alimentation sûre aux Etats-Unis.